

REPUBLIQUE FRANÇAISE



DEPARTEMENT  
DES  
PYRENEES-ORIENTALES

Arrondissement de Prades

Canton Vallée de la Têt

Commune d'ILLE SUR TET

**PERMISSION DE VOIRIE**  
**Exécution de travaux sur le domaine public**

**N° 2021/120**

**LE MAIRE de la commune d'Ille sur Tet,**

VU la demande en date du 21/06/2021 par laquelle de l'entreprise SOTRANASA pour le compte de Orange; rue Raimon de Tencavel 34000 MONTPELLIER, représentée par Monsieur ROBERT Gilles ; pour effectuer des travaux de réhausse de deux cadres et tampons télécom, demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public :

**Vieux chemin de Bouleternère**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

VU l'ordonnance modifiée n°64-262 du 7 janvier 1959 ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 mars 1965 portant règlement sur la conservation et la surveillance de la voirie communale ;

VU la loi modifiée n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 25 ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 : AUTORISATION**

Le pétitionnaire est autorisé à réaliser les travaux ayant fait l'objet de la demande, au Vieux chemin de Bouleternère à Ille sur Tet, pour des travaux de réhausse de deux cadres et tampons télécom enterrés sous chaussée, à charge pour lui de se conformer aux conditions spéciales énoncées dans les articles qui suivent.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

Travaux de réhausse de deux cadres et tampons télécom enterrés sous chaussée.

Pour toute réalisation de tranchée ou fouille sous accotement ou/et sous trottoir le pétitionnaire est informé qu'il doit se renseigner en mairie pour connaître l'existence d'ouvrages à proximité de son projet.

La découpe du revêtement existant sera réalisée notamment à la trancheuse ou par tout matériel performant, dans le cas d'une fouille sur chaussée ou trottoir.

Le remblayage de la fouille sera réalisé avec une GNT 0/20 ou 0/31,5.

La réfection du revêtement de la chaussée ou du trottoir sera réalisée jusqu'au droit de l'appui créé à l'identique du revêtement existant.

Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

**ARTICLE 3 : SECURITE ET SIGNALISATION**

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément à l'arrêté de circulation pris dans le cadre de la présente autorisation en application des dispositions du Code la Route et de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 - sème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application.

**ARTICLE 4 : IMPLANTATION, OUVERTURE DE CHANTIER ET RECOLEMENT**

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de 15 semaines.

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier. Le pétitionnaire informera la mairie 15 jours au moins avant la date d'ouverture du chantier.

**ARTICLE 5 : RESPONSABILITE**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

## **ARTICLE 6 : VALIDITE ET RENOUELEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de 5 ans à compter de la date donnée pour le commencement de son exécution.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Fait à Ille sur Têt, le 28/06/2021

**M Le Maire,**



**W. BURGHOFFER**

### **Diffusions**

Le bénéficiaire pour attribution  
La commune d'Ille sur Têt pour attribution

**Le maire : William BURGHOFFER**

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de son acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours Gracieux auprès du Maire, soit d'un recours devant la tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente Notification.

Publié, le .....  
Certifié exécutoire  
Le Maire

